



CHAPITRE 100

Loi modifiant la charte de la ville de
Richmond

[Sanctionnée le 2 février 1956]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Richmond
a, par sa pétition, représenté:

Que dans son intérêt et celui des contribuables, ainsi que pour la bonne administration de ses affaires, il convient de lui accorder de plus amples pouvoirs que ceux qu'elle possède déjà sous l'autorité de sa charte, la loi 1 Edouard VII, chapitre 50, telle que modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 117; 5 George VI, chapitre 81; 14-15 George VI, chapitre 95; 1-2 Elizabeth II, chapitre 97, et aussi d'apporter de nouvelles modifications pour ladite ville, à la Loi des cités et villes, et pour d'autres fins;

Attendu qu'il convient d'accéder à sa demande:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Immeuble
pour fins
municipi-
pales, etc.

1. Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, et nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la ville de Richmond pourra, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas dépasser cent cinquante mille dollars.

Vente,
etc.

La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux condi-

CHAPTER 100

An Act to amend the charter of the town
of Richmond

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

Preamble.

WHEREAS the town of Richmond has,
by its petition, represented:

That in its interest and that of rate-payers as well as for the good administration of its affairs, it is expedient that it be granted powers more ample than those which it already has under its charter, the act 1 Edward VII, chapter 50, as amended by the acts 2 George VI, chapter 117; 5 George VI, chapter 81; 14-15 George VI, chapter 95; 1-2 Elizabeth II, chapter 97, and also to make for the said town further amendments to the Cities and Towns Act, and for other purposes;

Whereas it is expedient to grant its prayer:

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Notwithstanding the provisions of chapter 220 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and notwithstanding any general law or special act to the contrary, the town of Richmond may, subject to prior approval by the Quebec Municipal Commission, acquire, construct and maintain one or more immoveables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed one hundred and fifty thousand dollars.

Immove-
able for
municipal
purposes,
etc.

The town is authorized to sell or let the said immovable or immoveables under

Sale, etc.

tions qu'elle déterminera pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant quatre et demi pour cent d'intérêt par année, sur le coût de construction.

Emprunt. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, et par les électeurs propriétaires, conformément aux prescriptions de la Loi concernant les règlements d'emprunt.

S.R.,
c. 233,
a. 593,
remp.
pour la
ville.
Approba-
tion des
règle-
ments.

2. L'article 593 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Richmond, par le suivant:

"593. Tout règlement qui décrète un emprunt doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables conformément au présent article et subséquemment autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Assemblée publique. Une assemblée publique des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables doit être tenue, après l'adoption d'un tel règlement, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil à cette fin.

Avis. Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier.

Présidence. Elle est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin.

Secrétaire. Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le présent article et le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, quinze de ces électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour

such conditions as it may determine provided that the selling price be not less than the cost of the said immoveables and that the rent be not less than the amount representing interest at four and one-half per cent per annum, on the cost of construction.

For the above mentioned purposes, the council may borrow a sum not exceeding one hundred and fifty thousand dollars by by-law approved by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, and by the electors who are property-owners in conformity with the provisions of the law respecting loan by-laws.

Loan.

2. Section 593 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Richmond, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 593,
replaced
for town.

"593. Every by-law ordering a loan, in order to come into force and effect, must be approved by the municipal electors who are owners of taxable immoveables under this section, and subsequently authorized by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval
of by-
laws.

A public meeting of the municipal electors who are owners of taxable immoveables shall be held after the passing of such by-law, at the place, on the day and at the time fixed by the council for such purpose.

Public
meeting.

Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the fifteenth day after the date of the passing of the by-law, after the clerk has given a notice of convocation of at least five clear days.

Notice.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by an alderman.

Presiding.

The clerk, acting as secretary of the meeting, shall read the present section and the by-law and submit the latter to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, within one hour of the opening of the meeting, fifteen of such electors who are present demand that such by-law be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables, the chairman of the meeting shall fix, for voting on such

Secretary.

du vote sur ce règlement, à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs."

Évaluation fixe autorisée.

3. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, tout contrat ou règlement à ce contraire, la corporation de la ville de Richmond est autorisée à fixer l'évaluation de tous les terrains, bâtisses industrielles, machineries et accessoires que Richmond Plastic Co. Limited possède actuellement ou pourra acquérir, occuper, ériger ou installer dans la municipalité à partir du premier janvier 1956, à la somme de cinquante mille dollars pour une période de cinq ans à compter du premier janvier 1956, et cette évaluation servira de base à l'imposition des taxes municipales tant générales que spéciales de ladite compagnie. Cette commutation de taxes est subordonnée au fonctionnement régulier de l'usine et au paiement de salaires raisonnables.

Vente d'objets non réclamés.

4. La ville peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués, par ses officiers de police, ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la ville a été obligée de pourvoir.

Responsabilité de la ville.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la ville ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et autres dépenses qu'elle aura faites.

Destruction.

Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles, non réclamés comme susdit ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits après publication des mêmes avis *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés

by-law, a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors."

3. Notwithstanding any general law or special act, or any contract or by-law to the contrary, the corporation of the town of Richmond is authorized to fix the valuation of all the land, industrial buildings, machinery and accessories that Richmond Plastic Co. Limited presently possesses or may acquire, occupy, erect or install within the municipality from and after the first of January, 1956, at the sum of fifty thousand dollars for a period of five years reckoning from the first of January, 1956, and such valuation shall be used as a basis for the imposition of the municipal taxes both general and special of the said company. Such commutation of taxes is subject to the regular operating of the plant and to the payment of reasonable wages.

Fixed valuation authorized.

4. The town may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court, without judicial formality and after the notices required for a sale of moveables on a seizure in execution, the objects personal effects, or other moveables not claimed within the twelve months, which it may happen to possess, or if such objects, effects or moveables are the proceeds of a theft, or have been seized or confiscated by its police officers, or were in the possession of deceased persons for whose burial the town has had to provide.

Sale of unclaimed effects.

If such property be claimed after the sale, the town shall be responsible only for the proceeds of the sale, after deduction of the costs of sale and other expenses incurred by the town.

Liability of town.

If such objects, personal effects or moveables, unclaimed as aforesaid cannot be sold because they have no merchantable value or because of the illegality of their possession or use, they may be destroyed after publication of the same notices *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their destruc-

Destruction.

après leur destruction, la ville ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation. tion, the town shall not be liable to pay any indemnity or compensation.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction. <sup>Coming
into force.</sup>